

**Crédit bancaire formel et transformation institutionnelle des
petites et moyennes entreprises (PME) au Burundi : une approche
économétrique et théorique**

**Formal Bank Credit and Institutional Transformation of small
and medium-sized enterprises (SMEs) in Burundi : An
Econometric and Theoretical Approach**

NIYUBAHWE Inès Sonia
Doctorante en Administration des Affaires (DBA)
Unicaf University-Campus Malawi
Research and Innovation Centre

Date de soumission : 28/01/2026

Date d'acceptation : 12/03/2026

Pour citer cet article :

NIYUBAHWE. I.S. (2026) « Crédit bancaire formel et transformation institutionnelle des petites et moyennes entreprises (PME) au Burundi : une approche économétrique et théorique », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 710- 735.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle central dans l'économie burundaise, mais leur accès au crédit bancaire formel reste inégal. Cette étude analyse les déterminants de cet accès à partir des données de l'Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière (BRB & INSBU, 2025). Les méthodes utilisées incluent les corrélations de Pearson et la régression multiple pour tester l'effet de la localisation géographique, l'usage des services financiers, le niveau de formalisation et les obstacles liés à la solvabilité et aux garanties. Les résultats montrent que la formalisation constitue le facteur le plus déterminant, améliorant la crédibilité des PME auprès des banques. L'usage des services financiers a des effets contrastés : les paiements et envois de fonds favorisent l'accès au crédit, tandis que les dépôts et réceptions sont moins efficaces. La localisation géographique influence indirectement l'accès, mettant en évidence des disparités territoriales. Les obstacles liés à la solvabilité et aux garanties restent des critères essentiels dans la décision bancaire. Ces conclusions soulignent la nécessité de renforcer la formalisation des PME, de diversifier les services financiers et de réduire les inégalités territoriales pour favoriser l'inclusion financière et le développement du tissu entrepreneurial burundais.

Mots clés : PME ; Crédit bancaire formel ; Formalisation ; Services financiers ; Inclusion financière.

Abstract

Small and medium-sized enterprises (SMEs) play a central role in the Burundian economy, yet access to formal bank credit remains uneven. This study examines the determinants of such access using data from the National Financial Inclusion Survey (BRB & INSBU, 2025). Pearson correlations and multiple regression analyses were employed to test the effects of geographical location, financial services usage, formalization level, and credit obstacles related to solvency and guarantees. Results indicate that formalization is the most significant factor, enhancing SME credibility with banks. The use of financial services shows mixed effects: payments and fund transfers support credit access, whereas deposits and receipts are less effective. Geographical location indirectly influences access, highlighting territorial disparities. Solvency and guarantee-related obstacles remain key criteria in banking decisions. These findings emphasize the need to strengthen SME formalization, diversify financial services, and reduce territorial inequalities to promote financial inclusion and support the development of the Burundian entrepreneurial sector.

Keywords: SMEs ; Formal bank credit ; Formalization ; Financial services ; Financial inclusion.

1. Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent un pilier fondamental des économies en développement. Grâce à leur flexibilité, leur capacité à générer de l'emploi et leur ancrage territorial, elles contribuent à la diversification productive, à la réduction du chômage et à la résilience économique (Ayyagari, Demirgüç-Kunt & Maksimovic, 2011). Au Burundi, les PME représentent près de 95 % du tissu entrepreneurial formel et informel et interviennent dans des secteurs clés tels que le commerce, l'agriculture, l'artisanat et les services (Banque mondiale, 2022). Malgré leur poids numérique, leur contribution au produit intérieur brut reste limitée, estimée à environ 10 % (BRB, 2023). Cette situation soulève la question centrale de l'étude : dans quelle mesure l'accès au crédit bancaire formel influence-t-il la structuration financière et la formalisation des PME burundaises, par rapport aux autres contraintes structurelles comme les exigences de garanties et le rationnement du crédit ?

L'accès au financement formel constitue un obstacle majeur pour les PME burundaises. Le rationnement du crédit, les exigences élevées en garanties et l'absence de produits financiers adaptés limitent la capacité des PME à se structurer financièrement et à intégrer le système économique formel. Selon l'INSBU (2025), seules 13 % des entreprises ont obtenu un crédit bancaire, tandis que près de 40 % des demandes ont été rejetées. Cette situation met en évidence un paradoxe : bien que le secteur bancaire soit stable, le financement des PME reste marginal, principalement en raison de la priorité accordée aux activités à faible risque, telles que les obligations d'État (Ngendahayo & Rutabingwa, 2025).

La littérature scientifique existante reste fragmentée et se concentre soit sur les obstacles à l'accès au crédit (Bariko & Awolusi, 2023), soit sur les dynamiques du secteur informel (RVO, 2021). Peu d'études adoptent une approche quantitative permettant de mesurer l'effet causal du crédit bancaire sur la structuration financière et la formalisation des PME. Or, distinguer les facteurs structurels des effets causaux est essentiel pour mieux comprendre les dynamiques économiques des PME dans le contexte burundais.

1.1. Intérêt du sujet et problématique

Ce travail revêt un intérêt académique et pratique. Il contribue à la compréhension des mécanismes d'accès au crédit bancaire dans un contexte de forte informalité et de contraintes institutionnelles. Il éclaire également les décideurs publics et les institutions financières sur les leviers susceptibles d'améliorer l'inclusion financière des PME. La problématique centrale repose sur l'identification des déterminants du crédit bancaire formel et sur l'évaluation de leur effet sur la structuration et la formalisation des PME.

1.2. Objectifs et hypothèses de recherche

L'objectif général est d'analyser les facteurs influençant l'accès des PME burundaises au crédit bancaire formel, en mettant l'accent sur la localisation géographique, l'usage des services financiers, le degré de formalisation et les motifs de refus. Les objectifs spécifiques sont :

1. Évaluer l'effet de la localisation géographique sur le taux d'accès des PME au crédit bancaire formel.
2. Examiner la relation entre l'usage des services financiers et l'accès au crédit bancaire formel.
3. Mesurer l'impact de l'indice de formalisation des PME sur leur capacité à obtenir un crédit bancaire.
4. Identifier les principaux motifs de refus et leur influence sur l'accès au financement formel.

Les hypothèses de recherche formulées sont :

1. La localisation géographique influence significativement l'accès au crédit bancaire formel.
2. L'usage des services financiers influence positivement l'accès au crédit bancaire formel.
3. L'indice de formalisation des PME contribue à améliorer leur accès au crédit bancaire formel.
4. Les obstacles liés à la solvabilité et aux garanties influencent la probabilité d'accès au crédit bancaire formel.

1.3. Plan de l'étude

L'étude est structurée en trois grandes parties : la contextualisation et la revue de la littérature sur l'accès au crédit et la formalisation des PME, la méthodologie et l'analyse empirique des données issues de l'Enquête nationale sur l'inclusion financière, et enfin la discussion des résultats, les conclusions, les limites méthodologiques et les perspectives de recherche future.

2. Revue de littérature

2.1. Accès au crédit bancaire formel et structuration financière des PME

L'accès au crédit bancaire formel est essentiel à la structuration financière des PME, car il leur permet d'organiser durablement leurs ressources, de tenir une comptabilité formelle et d'adopter des pratiques de gestion favorisant leur pérennité. Au Burundi, selon l'Enquête nationale sur l'inclusion financière (BRB & INSBU, op.cit.), seulement 13 % des PME ont obtenu un crédit bancaire entre 2019 et 2024, tandis que près de 40 % des demandes ont été

rejetées, mettant en évidence l'importance de la formalisation pour accéder aux ressources bancaires institutionnelles.

Les études internationales confirment cette tendance. Ünalán (2025) montre que la structure du marché bancaire influence la disponibilité du crédit, soulignant que la formalisation réduit l'asymétrie d'information et améliore l'accès au financement. L'accès au crédit favorise la tenue régulière des comptes et l'adoption de systèmes numériques pour les paiements et transferts, renforçant la crédibilité des PME et leur capacité à obtenir de futurs financements (Bariko & Awolusi, 2023 ; Rehman et al., 2023 ; Manzo, 2025). En Tanzanie, Nsilla (2024) observe que les PME formalisées organisent mieux leurs flux financiers et accèdent plus facilement aux crédits. Les caractéristiques internes des PME, telles que la taille, l'âge, la qualité de gestion et la structure de propriété, influencent également l'octroi de crédit, mais le niveau de formalisation administrative et financière reste le déterminant le plus robuste (Jiménez-Rico, Gómez-López & Zamilpa, 2023 ; Irman et al., 2023 ; Springer & Link, 2024).

2.2. Déterminants structurels de l'octroi de crédit

Les déterminants de l'octroi de crédit combinent des facteurs institutionnels, économiques et organisationnels. Le cadre réglementaire et juridique, la protection des droits des créanciers, les mécanismes de recouvrement efficaces et la présence de registres de crédit fiables réduisent l'asymétrie d'information et le risque pour les banques (La Porta, Lopez-de-Silanes, Shleifer, & Vishny, 1998). La structure et le développement du système financier, la profondeur financière et la concurrence bancaire influencent la sélection et la tarification du crédit (Beck, Demirgüç-Kunt, & Maksimovic, 2008). Les conditions macroéconomiques, telles que la stabilité, l'inflation et la croissance, modulent également l'aversion au risque des banques (Demirgüç-Kunt & Detragiache, 1998).

L'analyse des déterminants peut se faire à trois niveaux. À l'échelle micro, les caractéristiques internes des PME, telles que la formalisation et la gestion comptable, influencent l'accès au financement. Au niveau méso, les pratiques bancaires et la qualité de l'information partagée jouent un rôle clé. À l'échelle macro, les facteurs économiques et institutionnels, comme la stabilité économique et la structure du marché bancaire, conditionnent les politiques de crédit.

2.2.1. Caractéristiques des PME

La taille, l'ancienneté, la formalisation administrative et la gestion comptable des PME influencent l'accès au financement bancaire, mais ces relations ne sont pas systématiques. Les entreprises plus grandes et plus anciennes, disposant d'un historique financier et d'actifs tangibles, rencontrent moins de difficultés pour accéder au crédit (Beck, Demirgüç-Kunt, &

Maksimovic, 2008). La formalisation, mesurée par la tenue de bilans certifiés et la mise en place de garanties, constitue un levier majeur pour l'octroi de crédit (Canton, Lee, & Wang, 2013 ; Fatoki & Smit, 2011 ; Quartey et al., 2017).

2.2.2. Caractéristiques bancaires et institutionnelles

La stabilité et la capitalisation des banques influencent fortement l'accès au crédit. Les banques bien capitalisées et stables financent plus facilement les PME, tandis que les tensions de liquidité limitent l'octroi de crédits (Ismanto et al., 2023 ; African Development Bank, 2012 ; Kaba, 2025).

2.2.3. Facteurs contextuels et comportementaux

La littératie financière des dirigeants et leur capacité à utiliser les technologies numériques facilitent la structuration financière et l'accès au crédit. Cependant, l'efficacité de ces compétences dépend des infrastructures numériques et du cadre réglementaire : dans des environnements peu développés, même des dirigeants bien informés peuvent rencontrer des obstacles (Springer & Link, 2024 ; Rehman et al., 2023 ; Saharan et al., 2025).

2.3. Contraintes à l'accès au crédit bancaire formel

Malgré ses avantages, le crédit bancaire formel reste limité par des exigences élevées en garanties, une documentation stricte et des conditions restrictives. Les pratiques bancaires conservatrices et la faible disponibilité du crédit constituent des obstacles majeurs, notamment dans les économies caractérisées par un fort degré d'informalité (Asongu et al., 2020 ; Singirankabo & Wade, 2023).

2.4. Synthèse et positionnement de l'étude

La littérature montre que la formalisation et la structuration financière interne des PME sont des déterminants centraux de l'accès au crédit bancaire. La transparence comptable et la gestion rigoureuse réduisent l'asymétrie d'information et augmentent la probabilité d'obtenir un financement. Les caractéristiques du système bancaire et l'environnement macroéconomique modulent ces relations. Cependant, les contraintes institutionnelles et réglementaires persistent, justifiant l'approfondissement de l'étude dans le contexte burundais.

3. Méthodologie

3.1. Type d'étude et sources des données

Cette recherche s'inscrit dans une approche quantitative explicative, dont l'objectif est de mettre en évidence les déterminants de l'accès des PME burundaises au crédit bancaire formel. Le choix de cette approche se justifie par la volonté de tester des hypothèses précises et de quantifier l'effet relatif de différentes variables sur l'accès au financement. Les données

mobilisées proviennent de l'Enquête nationale sur l'inclusion financière (Banque de la République du Burundi [BRB] & Institut National de la Statistique du Burundi [INSBU], 2025), réalisée conjointement par la Banque de la République du Burundi (BRB) et l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU). L'enquête couvre un échantillon représentatif de plus de 3 000 PME, réparties sur l'ensemble du territoire national et incluant des entreprises formelles et informelles, urbaines et rurales. Cette couverture étendue permet de saisir la diversité des profils entrepreneuriaux et des comportements financiers dans des contextes institutionnels et géographiques variés, ce qui renforce la pertinence des résultats pour l'analyse des disparités territoriales.

3.2. Variables et mesures

Les dimensions retenues dans le questionnaire de l'Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière (ENIF) reflètent les principaux facteurs identifiés dans la littérature comme influençant l'accès des PME au crédit. Elles ont été adaptées afin de réduire les risques de multicolinéarité et de mieux saisir les disparités territoriales. D'abord, les caractéristiques des dirigeants, telles que le niveau d'éducation et la connaissance des institutions financières, constituent des indicateurs du capital humain et cognitif, souvent associés à une meilleure capacité de négociation avec les banques. Ensuite, la structure des entreprises – taille, secteur d'activité et localisation géographique – permet d'appréhender les effets institutionnels et contextuels. La localisation est désormais mesurée par un indicateur continu de densité bancaire provinciale (nombre d'agences rapporté à 100 PME) ou par la distance moyenne aux agences, afin de mieux refléter les asymétries territoriales.

Les comportements financiers, incluant les demandes de financement, l'usage des paiements numériques et l'accès effectif au crédit bancaire formel, traduisent l'interaction des PME avec le système financier. Les indicateurs de structuration financière sont synthétisés dans un indice de formalisation pondéré, calculé comme la moyenne des pourcentages d'utilisation des principaux services financiers, avec une pondération plus forte pour les services révélateurs d'une intégration avancée (paiements numériques, transferts électroniques).

Enfin, les motifs de refus ont été regroupés en une variable synthétique (Motifs_refus) prenant la valeur 1 si le refus est lié à des problèmes de solvabilité ou de garanties, et 0 sinon. Deux variables de contrôle complètent le modèle : le taux de demande (proportion de PME ayant sollicité un crédit) et le taux de refus (proportion de demandes rejetées).

Cet ensemble de variables constitue un cadre analytique cohérent, en lien avec les travaux antérieurs sur la finance des PME dans les pays en développement, tout en répondant aux recommandations méthodologiques visant à renforcer la robustesse des résultats.

3.3. Traitement et analyse des données

Afin de tenir compte de l'hétérogénéité spatiale, les données ont été nettoyées, recodées et agrégées au niveau provincial. Cette démarche vise à réduire l'effet de dispersion excessive des micro-données et à mettre en évidence des tendances structurelles. Les analyses statistiques ont été conduites à l'aide du logiciel SPSS. Elles comprennent des statistiques descriptives pour caractériser l'échantillon, des tests de corrélation pour explorer les relations bivariées, une régression linéaire multiple pour évaluer simultanément l'effet des facteurs internes (formalisation, usage des services financiers) et externes (localisation, contraintes institutionnelles).

Les hypothèses classiques de la régression – normalité des résidus, hétéroscédasticité – ont été vérifiées. En réponse aux observations du jury, une attention particulière a été portée à la multicolinéarité : les coefficients de tolérance et les Variance Inflation Factors (VIF) ont été calculés pour chaque variable explicative. Les variables initialement trop corrélées (Solvable_Refus et Structure_Refus) ont été regroupées en une seule variable synthétique afin de réduire ce risque. Les erreurs standards ont été rendues robustes pour contrôler l'hétérogénéité entre provinces et renforcer la fiabilité des coefficients estimés.

Cette approche garantit que les résultats ne sont pas biaisés par des redondances entre variables et que les conclusions reposent sur des estimations économétriques robustes.

3.4. Justification méthodologique et usage des données agrégées

Il est important de souligner que l'échantillon agrégé au niveau provincial (N = 5 provinces analysées dans cette étude) limite la puissance statistique des estimations, ainsi que la validité externe des résultats. Bien que l'agrégation des données permette de mieux saisir les effets contextuels à l'échelle régionale, elle réduit le nombre d'unités d'analyse, ce qui peut diminuer la précision des résultats et rendre plus difficile la généralisation des conclusions au niveau national.

Cette contrainte est prise en compte dans l'analyse des résultats et a été atténuée par l'utilisation de tests de robustesse, notamment la vérification de la multicolinéarité et la comparaison de modèles alternatifs. L'agrégation des données n'est pas simplement une contrainte méthodologique, mais une approche pertinente pour étudier des phénomènes à un niveau supérieur d'organisation, tel que l'a montré Robinson (1950). De plus, l'OCDE (2025)

recommande explicitement l'utilisation de données subnationales pour analyser les disparités régionales dans l'accès au financement des PME.

Des travaux empiriques confirment la pertinence de cette méthode : Hui et al. (2023) ont montré que l'usage de données provinciales permet d'intégrer des effets fixes et spatiaux, améliorant la capacité explicative des modèles économétriques. De même, Vaněk et Hampel (2017) ont démontré que l'intégration de données régionales améliore l'analyse du risque de crédit et des disparités économiques.

En définitive, l'agrégation des données au niveau provincial est une approche méthodologique cohérente avec les objectifs de cette étude, permettant de capturer les effets contextuels tout en offrant une vision globale et représentative des facteurs influençant l'accès au crédit.

3.5. Population et échantillonnage

3.5.1. Définition de la PME burundaise

Selon l'enquête nationale sur l'inclusion financière conduite en 2025 par la Banque de la République du Burundi (BRB) et l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), la définition des Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Burundi repose principalement sur la classification fiscale établie par l'Office Burundais des Recettes (OBR). Cette typologie distingue trois catégories selon le chiffre d'affaires annuel : les petites entreprises génèrent jusqu'à 100 millions de francs burundais (FBu), les moyennes entreprises — qualifiées de moyens contribuables — réalisent entre 100 et 700 millions de FBu, tandis que les grandes entreprises, dites grands contribuables, dépassent ce seuil de 700 millions de FBu (BRB, 2025). Cette approche privilégie un critère quantitatif et fiscal, reflétant les standards administratifs utilisés par les institutions publiques pour le suivi économique et la taxation des entreprises.

En complément, le Rapport sur la Compétitivité Industrielle du Burundi (Ministère du Commerce, 2017) propose une définition plus structurelle et économique. Il considère comme PME toute entreprise employant moins de 50 personnes, dont le chiffre d'affaires est inférieur à 700 millions de FBu ou dont le total du bilan ne dépasse pas 500 millions de FBu. Cette approche tripartite — effectifs, chiffre d'affaires, bilan — permet une évaluation plus complète de la taille des entreprises et s'aligne sur les critères utilisés dans le secteur bancaire pour déterminer l'éligibilité au financement ou à l'accompagnement institutionnel.

Par ailleurs, l'Étude sur le Secteur Informel au Burundi (Douma & Seberege, 2021) adopte une perspective empirique fondée sur une enquête de terrain auprès de petites unités économiques. Les PME informelles y sont décrites comme de très petites structures, comptant en moyenne moins de cinq employés, souvent jeunes et actives dans des secteurs tels que l'artisanat, le

commerce ou les services. Cette définition met en avant la dimension informelle, la jeunesse des entreprises et leur ancrage local, en délaissant les critères strictement financiers ou administratifs. Elle souligne la vitalité entrepreneuriale de ces unités, bien qu'elles échappent souvent aux mécanismes de fiscalisation formelle.

À la lumière de ces différentes approches, une définition conceptuelle de la PME au Burundi peut être proposée comme suit : il s'agit d'une unité économique indépendante, formelle ou informelle, dont la taille se situe entre la microentreprise et la grande entreprise. Elle se caractérise par un effectif limité (généralement inférieur à 50 employés), un chiffre d'affaires modéré (souvent en dessous de 700 millions de FBu) et une structure organisationnelle simplifiée. Les PME jouent un rôle fondamental dans la création d'emplois, la diversification de l'économie et le dynamisme entrepreneurial du pays. Cette définition intégrative combine les dimensions fiscales, structurelles et empiriques, tout en mettant en exergue leur importance socio-économique dans le contexte burundais.

3.5.2. Population d'étude et Échantillon des entreprises

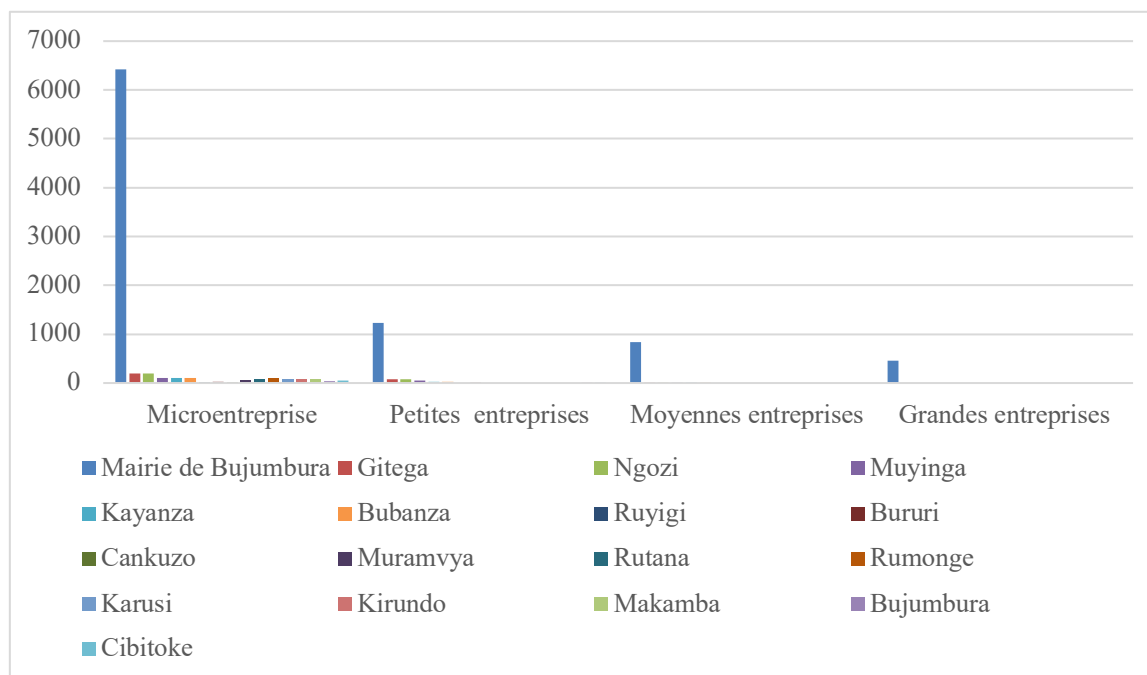
La population cible de cette étude est constituée de l'ensemble des entreprises enregistrées sur le territoire burundais. Selon le Répertoire des entreprises publié par l'INSBU (Édition 2019), le Burundi comptait 10 500 entreprises, réparties comme suit : 7 522 microentreprises, 1 541 petites entreprises, 935 moyennes entreprises et 502 grandes entreprises. Cette structure met en évidence la prédominance des unités de très petite taille dans le tissu entrepreneurial national. Sur le plan géographique, la répartition montre une forte concentration à Bujumbura Mairie, qui regroupe à elle seule 8 940 entreprises, soit environ 85 % de l'ensemble national. Cette province concentre notamment 458 grandes entreprises, 6 417 microentreprises, 835 moyennes entreprises et 1 230 petites entreprises, confirmant son rôle central dans l'économie formelle du pays. Les autres provinces présentent des densités plus modestes, telles que Gitega (284 entreprises), Ngozi (285), Muyinga (154), Kayanza (130), Bubanza (122), tandis que des zones comme Ruyigi (7 entreprises), Bururi (22), Cankuzo (16) ou Muramvya (45) affichent une présence entrepreneuriale marginale.

Dans le cadre de cette recherche, l'analyse ne porte pas sur les entreprises individuelles mais sur des taux et pourcentages agrégés par province et par type de service financier. L'échantillon statistique est donc constitué des observations disponibles pour chaque province, intégrant les variables suivantes : taux d'accès au crédit, taux de refus, taux de demande, usage des services financiers (dépôt, retrait, envoi, réception, paiement, autres services) et indice de formalisation.

Cette approche permet de mettre en évidence les disparités territoriales et structurelles dans l'accès au crédit bancaire formel.

Le graphique 1 présente la répartition des entreprises par province et selon leur taille. Il permet d'appréhender la structure géographique et dimensionnelle des PME au Burundi, en mettant en évidence les différences de concentration des entreprises entre les provinces et les catégories de taille.

Graphique 1 : Répartition des entreprises par province et par taille



(Source : conception de l'auteur sur base des données de la Banque de la République du Burundi et l'Institut National de la Statistique du Burundi, 2025)

4. Résultats et Analyses

4.1. Opérationnalisation des variables

Les variables mobilisées dans cette étude ont été définies de manière à réduire les risques de multicolinéarité et à affiner la mesure des déterminants de l'accès au crédit bancaire formel des PME burundaises. Les données proviennent du Répertoire des entreprises de l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU, 2019) et de l'Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière (Banque de la République du Burundi & INSBU, 2025).

La variable dépendante centrale est l'accès au crédit bancaire formel (Accès_crédit), mesuré par le pourcentage de PME ayant effectivement obtenu un crédit bancaire dans chaque province. Afin de mieux capter les disparités territoriales, la localisation géographique n'est plus appréhendée uniquement par une variable dichotomique (Bujumbura versus autres provinces). Elle est désormais mesurée par un indicateur continu, Localisation_bancaire, correspondant à

la densité bancaire provinciale (nombre d'agences rapporté à 100 PME) ou à la distance moyenne aux agences. Cette opérationnalisation plus fine permet de mieux refléter l'hétérogénéité territoriale.

L'usage des services financiers est synthétisé dans un Indice de formalisation financière, calculé comme la moyenne pondérée des pourcentages d'utilisation des principaux services (dépôt, retrait, envoi et réception de fonds, paiement, autres services). Les pondérations attribuent une importance plus forte aux services révélateurs d'une intégration avancée (paiements numériques, transferts électroniques), afin de mieux distinguer les PME fortement insérées dans le système bancaire.

Concernant les obstacles à l'accès au crédit, les variables initiales Solvable_Refus et Structure_Refus, fortement corrélées, ont été regroupées en une seule variable synthétique, Motifs_refus, prenant la valeur 1 si le refus est lié à des problèmes de solvabilité ou de garanties, et 0 sinon. Cette fusion réduit le risque de multicolinéarité et conserve la pertinence analytique des motifs de rejet. Deux variables de contrôle sont maintenues : Taux_demande, mesurant le pourcentage de PME ayant sollicité un crédit bancaire et Taux_refus, correspondant au pourcentage de demandes rejetées. Ces variables permettent de tenir compte des dynamiques de demande et des obstacles institutionnels rencontrés par les PME.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des variables utilisées dans le modèle, leur nature, leur mode de mesure et leur rôle analytique.

Tableau 1 : Variables utilisées dans le modèle et leur mode de mesure

Variable	Type	Mode de mesure	Rôle dans le modèle
Accès_crédit	Numérique (Scale)	% PME ayant obtenu un crédit bancaire formel	Variable dépendante
Localisation_bancaire	Numérique (Scale)	Distance moyenne aux agences	Contexte territorial (H1)
Indice_formalisation	Numérique (Scale)	Moyenne pondérée des % d'utilisation des services financiers (pondération selon importance)	Formalisation (H2)
Motifs_refus	Nominal (binaire)	1 = refus lié à solvabilité ou garanties, 0 = sinon	Obstacles financiers/structurels
Taux_demande	Numérique (Scale)	% PME ayant sollicité un crédit	Variable de contrôle
Taux_refus	Numérique (Scale)	% PME dont la demande a été rejetée	Variable de contrôle

Source : conception de l'auteur

Les données de l'ENIF 2025 permettent d'identifier les principaux motifs de refus de crédit bancaire, mais elles ne sont pas ventilées par province. Dès lors, la variable *Motifs_refus* a été

construite sur la base des proportions globales, en regroupant les refus liés à la solvabilité (mauvais antécédents de crédit, revenus faibles, dettes existantes) et aux garanties insuffisantes. Cette opérationnalisation binaire (1 = refus lié à solvabilité ou garanties, 0 = sinon) constitue une approximation méthodologique, reconnue comme telle. Elle permet néanmoins d'intégrer dans le modèle un indicateur synthétique des obstacles financiers et structurels, tout en réduisant le risque de multicolinéarité. L'absence de données provinciales détaillées limite la capacité à analyser les disparités territoriales dans les motifs de refus, mais n'empêche pas de mettre en évidence la prépondérance des contraintes de solvabilité et de garanties dans l'accès au crédit bancaire des PME.

4.2. Analyses descriptives

Cette section présente une analyse descriptive des déterminants de l'accès au crédit bancaire formel des petites et moyennes entreprises (PME) au Burundi, à partir des données de l'Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière (Banque de la République du Burundi [BRB] & Institut National de la Statistique du Burundi [INSBU], op.cit.). Elle vise à fournir une première lecture empirique des données en mettant en évidence les caractéristiques générales des entreprises et de leur environnement susceptible d'influencer l'accès au financement bancaire, sans chercher à établir de relations causales. Cette démarche permet de contextualiser l'étude, de dégager des éléments descriptifs utiles à la formulation d'hypothèses empiriques et de préparer l'estimation économétrique présentée dans la section suivante. L'analyse descriptive débute par l'examen du taux d'accès au crédit bancaire, qui constitue un indicateur central permettant d'apprécier l'effectivité de l'accès au financement formel pour les PME burundaises.

4.2.1. Taux d'accès au crédit bancaire

Le taux d'accès au crédit bancaire, défini comme le rapport entre le nombre de PME ayant obtenu un financement et celles ayant formulé une demande, est d'environ 93,2 % pour les 806 PME étudiées. Ce niveau élevé indique que la majorité des demandes soumises sont acceptées, suggérant que les principales contraintes à l'accès au crédit se situent plutôt en amont, au moment de la décision de demander un prêt. Les taux provinciaux révèlent des disparités territoriales, avec Butanyerera à 100 %, Bujumbura à 95,1 %, Gitega à 92,5 %, et des valeurs plus faibles à Buhumuza et Burunga. Ces différences confirment la pertinence d'utiliser cette variable comme mesure quantitative du niveau d'accès au crédit bancaire dans le modèle.

4.2.2. Motifs implicites d'octroi de crédit

L'enquête nationale sur l'inclusion financière (BRB & INSBU, op.cit.) indique que les principaux motifs de refus de crédit sont les mauvais antécédents de paiement, la faible capacité

de remboursement, les dettes existantes et l'absence de garanties, tandis qu'une partie des répondants n'a pas précisé de raison. Les PME ayant obtenu un crédit présentent généralement des antécédents financiers positifs, une capacité de remboursement stable et une formalisation administrative et financière. Elles utilisent des services bancaires ou numériques et sont souvent situées à proximité des institutions financières, sans dettes en cours et parfois avec des garanties. Ces caractéristiques descriptives suggèrent des facteurs associés à l'octroi de crédit, sans établir de lien de causalité direct.

4.2.3. Taux de refus bancaire

Le taux de refus bancaire, indicateur de la sélectivité des banques, s'élève à 6,8 % pour les 806 demandes déposées par les PME, indiquant que la plupart des demandes formelles sont acceptées. Cela suggère que les principales contraintes à l'accès au crédit résident en amont, par exemple dans la non-demande ou l'auto-exclusion des PME. Toutefois, des disparités provinciales sont observées : Buhumuza et Burunga présentent des taux de refus élevés (18,2 % et 16,1 %), tandis que Butanyerera n'enregistre aucun refus et Bujumbura un faible taux (4,9 %). Ces différences soulignent que l'accès au crédit dépend à la fois des caractéristiques des PME et du contexte territorial, notamment de la densité bancaire et du dynamisme économique local.

4.2.4. Analyse des motifs de refus de crédit bancaire

Parmi les 55 demandes refusées, les motifs déclarés mettent en évidence l'importance de la solvabilité des PME dans la décision bancaire. Comme le montre le tableau 6, la majorité des refus ($\approx 63,9\%$) est liée à de mauvais antécédents de crédit, suivie par des revenus insuffisants ou une incapacité à rembourser ($\approx 36,1\%$) et l'existence de dettes antérieures ($\approx 27,8\%$). D'autres motifs concernent le manque de garantie ou de garant ainsi que l'absence d'explication fournie par la banque ($\approx 18,1\%$ chacun).

4.2.5. Taux de demande de crédit des PME par province au Burundi (2023)

Le taux de demande de crédit bancaire correspond à la proportion de PME ayant sollicité un financement par rapport au nombre total d'entreprises dans chaque province. Sur l'ensemble des 2 467 PME recensées, 1 527 ont formulé une demande, soit un taux global de 61,9 %. Les taux provinciaux varient fortement, allant de 51,4 % à Buhumuza à 85,2 % à Butanyerera, indiquant que certaines provinces sont plus actives dans la recherche de financement bancaire. Ces différences soulignent l'importance de prendre en compte les disparités territoriales pour analyser l'accès au crédit des PME.

4.2.6. Indice de formalisation financière

L'indice de formalisation financière, calculé comme la moyenne de l'utilisation de six services bancaires par les PME (dépôts, retraits, envois et réceptions de fonds, paiements et autres services), permet d'évaluer leur intégration dans le système financier. Les résultats provinciaux montrent que Gitega présente le niveau le plus élevé (57,58 %), tandis que Burunga est le plus faible (39,85 %), les autres provinces se situant entre ces valeurs. Un indice plus élevé reflète une utilisation diversifiée des services financiers et une meilleure crédibilité auprès des banques. Ainsi, la formalisation financière apparaît comme un facteur explicatif important de l'accès au crédit bancaire.

4.3. Analyses économétriques

Cette section présente une analyse descriptive des déterminants de l'accès au crédit bancaire formel des petites et moyennes entreprises (PME) au Burundi, à partir des données de l'Enquête Nationale sur l'Inclusion Financière (Banque de la République du Burundi [BRB] & Institut National de la Statistique du Burundi [INSBU], op.cit.). Elle vise à fournir une première lecture empirique des données en mettant en évidence les caractéristiques générales des entreprises et de leur environnement susceptible d'influencer l'accès au financement bancaire, sans chercher à établir de relations causales.

Les statistiques descriptives montrent que l'accès au crédit bancaire formel reste élevé parmi les PME burundaises, avec une moyenne de 90,7 % et un faible écart entre provinces (7,7 %). La distance moyenne aux agences bancaires est de 1,45 km, indiquant une accessibilité favorable, tandis que l'indice de formalisation financière est modéré (47,2 %), traduisant des différences limitées dans l'utilisation des services bancaires. Tous les refus observés sont liés à des problèmes de solvabilité ou de garanties, et le taux moyen de refus reste faible (9,3 %) malgré une demande relativement élevée (67,3 %). Les résultats du tableau 1 soulignent un accès au crédit globalement favorable et homogène, avec de légères disparités territoriales.

Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables dépendante, explicatives et de contrôle concernant l'accès au crédit bancaire formel des PME (N = 5 provinces)

Statistiques descriptives			
	Moyenne	Écart type	N
Accès_crédit (%)	90,660	7,6572	5
Localisation_bancaire (km)	1,4460	,37561	5
Indice_formalisation (%)	47,1720	6,93473	5
Motifs_refus (global binaire)	1,00	,000	5
Taux_demande (%)	67,340	13,0885	5
Taux_refus (%)	9,340	7,6572	5

Source : conception de l'auteur

Afin d'examiner les relations entre l'accès au crédit et ses principaux déterminants, les coefficients de corrélation de Pearson ont été calculés pour les variables continues pertinentes (Accès_crédit, Localisation_bancaire, Taux_demande et Taux_refus). Les résultats sont présentés dans le Tableau 2.

Tableau 3 : Corrélations de Pearson entre l'accès au crédit, la localisation bancaire, le taux de demande et le taux de refus des PME burundaises (N = 5 provinces)

Corrélations

		Accès_c rédit (%)	Localisa tion ba ncaire (km)	Indice f ormalisa tion (%)	Motifs_ refus (global binaire)	Taux d emande (%)	Taux_re fus (%)
Corrélation de Pearson	Accès_crédit (%)	1,000	-,350	,206	.	,668	.
	Localisation_bancaire (km)	-,350	1,000	,348	.	-,640	,350
	Indice_formalisation (%)	,206	,348	1,000	.	-,133	-,206
	Motifs_refus (global binaire)	.	.	.	1,000	.	.
	Taux_demande (%)	,668	-,640	-,133	.	1,000	-,668
	Taux_refus (%)	.	,350	-,206	.	-,668	1,000

Source : conception de l'auteur

La matrice de corrélations de Pearson indique que l'accès au crédit est positivement associé au taux de demande ($r = 0,668$) et légèrement négativement lié à la distance aux banques ($r = -0,350$). Le taux de demande est fortement négativement corrélé au taux de refus ($r = -0,668$), suggérant que les provinces où les PME sollicitent plus de crédits connaissent moins de rejets. Les corrélations avec la distance aux banques sont cohérentes avec l'idée que la proximité bancaire favorise l'accès au crédit.

Tableau 4 : Résultats de la régression multiple expliquant l'accès au crédit des PME burundaises, avec corrélations partielles et indices de multicollinéarité (N = 5 provinces)

Variable indépendante	Direction de l'effet	Corrélation partielle	VIF	Interprétation
Localisation_bancaire (km)	négative	-0,350	1,923	Plus les banques sont éloignées, moins l'accès au crédit est favorable
Indice_formalisation (%)	positive faible	0,206	1,351	Effet limité sur l'accès au crédit
Taux_demande (%)	positive forte	0,668	2,795	Plus la demande est forte, plus l'accès au crédit est élevé
Taux_refus (%)	négative modérée	-0,682	2,152	Plus le taux de refus est élevé, moins l'accès est favorable

Source : conception de l'auteur

La régression multiple indique que le taux de demande est le facteur le plus fortement associé à l'accès au crédit, confirmant que les provinces où les PME sollicitent davantage de crédits ont un meilleur accès. La distance aux agences bancaires affecte négativement l'accès, tandis que l'indice de formalisation financière a un effet faible. Enfin, un taux de refus plus élevé est associé à un accès réduit.

Comme le montre le tableau n°4, les diagnostics de colinéarité (valeurs propres, index de condition et proportions de variance) ont été examinés pour évaluer la robustesse du modèle face à la multicollinéarité.

Tableau 5 : Résultats des Diagnostics de colinéarité

Diagnosics de colinéarité^a

Modèle	Dimension	Valeur propre	Index de condition	Proportions de la variance				
				(Constante)	Localisation bancaire (km)	Indice de formalisation (%)	Taux de demande (%)	Taux_refus (%)
1	1	4,606	1,000	,00	,00	,00	,00	,01
	2	,331	3,730	,00	,00	,00	,00	,38
	3	,049	9,662	,00	,30	,01	,07	,16
	4	,011	20,113	,00	,49	,73	,12	,01
	5	,002	43,142	1,00	,21	,26	,81	,44

a. Variable dépendante : Accès_crédit (%)

Source : conception de l'auteur

La plupart des dimensions présentent un index de condition < 30, et bien que la dimension 5 atteigne un index de 43, certaines proportions de variance indiquent seulement une légère redondance entre Taux_demande, Taux_refus et Indice_formalisation. Combiné avec les VIF < 5 pour toutes les variables, ces résultats suggèrent que la multicollinéarité n'affecte pas de manière critique l'interprétation des coefficients.

Étant donné le faible nombre d'observations (N = 5 provinces), les coefficients doivent être interprétés comme des tendances descriptives plutôt que des résultats statistiquement significatifs. La puissance statistique est limitée et la validité externe doit être considérée avec prudence. Cependant, les diagnostics de multicollinéarité montrent que le modèle est robuste, et les coefficients reflètent de manière cohérente les relations attendues entre variables.

5. Discussion des résultats

L'analyse économétrique met en évidence plusieurs facteurs déterminants de l'accès au crédit bancaire formel pour les PME burundaises, permettant d'évaluer les hypothèses formulées. Les résultats montrent que la formalisation des entreprises constitue le levier central pour améliorer l'accès au financement bancaire. La formalisation administrative et financière confère crédibilité et transparence aux PME, favorisant leur inclusion financière, ce qui confirme

l'hypothèse H3 et rejoint les travaux de Penrose (1959) et Beck et Demirgüç-Kunt (2006). Le taux de demande apparaît comme le facteur le plus influent : les provinces où les PME sollicitent davantage de crédits obtiennent un meilleur accès, soulignant l'importance de l'initiative des entreprises dans l'utilisation des services financiers. La distance aux agences bancaires influence également négativement l'accès au crédit, confirmant le rôle de la proximité institutionnelle dans la réduction des disparités territoriales, conformément aux travaux de North (1990) et Calice, Chando et Sekioua (2012).

L'usage différencié des services financiers joue un rôle plus nuancé : les services complexes tels que les paiements ou transferts contribuent à créer une relation de confiance avec les banques, tandis que les services de base (dépôts, retraits) sont insuffisants pour garantir un accès optimal sans formalisation préalable. Cela illustre la pertinence de la théorie de l'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss, 1981) et souligne le rôle de la formalisation comme mécanisme de signalisation crédible. Les diagnostics de multicollinéarité (VIF < 5 et proportions de variance) confirment que les coefficients observés sont robustes, malgré le petit nombre de provinces (N = 5). Les résultats doivent être interprétés comme des tendances descriptives, la puissance statistique étant limitée. Les motifs implicites d'octroi de crédit, tels que la solvabilité, l'absence de dettes et les garanties, confirment que l'accès repose sur une combinaison de facteurs institutionnels, financiers et organisationnels (Singirankabo & Wade, 2023; Niyuhire, 2023). Ces constats confirment que pour améliorer l'accès au crédit, il est nécessaire de renforcer la formalisation des PME, de diversifier l'usage des services financiers, et de réduire les obstacles institutionnels et la distance aux banques.

Cette étude avait pour objectif d'identifier les déterminants de l'accès au crédit bancaire formel des PME burundaises. Les résultats montrent que la formalisation des PME constitue le facteur le plus robuste et déterminant, améliorant leur crédibilité et leur légitimité auprès des banques. L'usage des services financiers présente des effets contrastés : seuls les services complexes contribuent réellement à faciliter l'accès au crédit, tandis que les services de base sont insuffisants en l'absence de formalisation. La localisation géographique influence également l'accès au crédit de manière indirecte, les provinces disposant d'une densité bancaire plus élevée, comme Bujumbura et Butanyerera, bénéficiant d'un meilleur accès. Ces observations soulignent que l'accès au crédit bancaire dépend d'une combinaison de facteurs organisationnels, financiers et institutionnels, et que la formalisation demeure le levier central pour améliorer l'inclusion financière des PME.

Les analyses révèlent également que les antécédents financiers positifs, la capacité de remboursement et la présence de garanties influencent significativement l'octroi de crédit. La combinaison de facteurs institutionnels, organisationnels et financiers est donc essentielle pour comprendre et améliorer l'inclusion financière des PME.

Enfin, bien que limité par la taille de l'échantillon ($N = 5$), le modèle reste robuste face à la multicolinéarité, et les tendances observées fournissent des indications pertinentes pour les décideurs et les institutions financières. Les politiques visant à renforcer la formalisation, diversifier les services financiers et réduire les disparités territoriales apparaissent cruciales pour améliorer l'accès au crédit bancaire des PME burundaises.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'identifier les déterminants de l'accès au crédit bancaire formel des PME burundaises. Les résultats montrent que la formalisation des PME constitue le facteur le plus robuste et déterminant, améliorant leur crédibilité et leur légitimité auprès des banques. L'usage des services financiers présente des effets contrastés : seuls les services complexes contribuent réellement à faciliter l'accès au crédit, tandis que les services de base sont insuffisants en l'absence de formalisation. La localisation géographique influence également l'accès au crédit de manière indirecte, les provinces disposant d'une densité bancaire plus élevée bénéficiant d'un meilleur accès. Ces observations soulignent que l'accès au crédit bancaire dépend d'une combinaison de facteurs organisationnels, financiers et institutionnels, et que la formalisation demeure le levier central pour améliorer l'inclusion financière des PME. Cependant, cette étude présente certaines limites méthodologiques importantes. Le faible nombre de provinces analysées réduit la puissance statistique des résultats et limite la possibilité de généraliser les conclusions à l'ensemble du pays ou à d'autres contextes. De plus, certaines variables, comme les motifs implicites d'octroi de crédit ou la qualité des garanties, n'ont pas été intégrées dans les modèles statistiques en raison des contraintes d'échantillon. Ces limites impliquent que les résultats doivent être interprétés comme des tendances descriptives plutôt que comme des relations strictement significatives.

Pour les recherches futures, il serait pertinent d'étendre l'analyse à un échantillon plus large, incluant davantage de provinces et d'entreprises, afin d'améliorer la puissance statistique et la validité externe. Des études longitudinales pourraient également permettre d'examiner l'évolution de l'accès au crédit au fil du temps et d'évaluer l'impact des politiques de formalisation et d'inclusion financière. Enfin, intégrer des variables relatives à la gouvernance interne, à la solvabilité et aux garanties permettrait de mieux comprendre les mécanismes

d'octroi de crédit et de proposer des recommandations plus précises pour les décideurs et les institutions financières.

BIBLIOGRAPHIE

Abor, J., & Biekpe, N. (2007). Corporate governance, ownership structure and performance of SMEs in Ghana: Implications for financing opportunities. *Corporate Governance: The International Journal of Business in Society*, 7(3), 288–300. <https://doi.org/10.1108/14720700710756562> (doi.org in Bing)

African Development Bank. (2012). *Bank financing to small and medium enterprises in East Africa: Findings of a survey in Kenya, Tanzania, Uganda and Zambia* (Working Paper No. 146). African Development Bank.

Akinola, N. O. (2024). *The relationship between capital structure and profitability of small pharmaceutical companies listed on AIM* [Master's dissertation, Sheffield Hallam University].

Allen, F., Qian, J., & Qian, M. (2005). Law, finance, and economic growth in China. *Journal of Financial Economics*, 77(1), 57–116. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2004.05.008> (doi.org in Bing)

Aryeetey, E. (1998). *Informal finance for private sector development in Africa*. African Development Bank, Economic Research Papers No. 41.

Asongu, S. A., et al. (2020). Access to finance among small and medium-sized enterprises and job creation in Africa. *Structural Change and Economic Dynamics*, 55, 177–189.

Aterido, R., Beck, T., & Iacovone, L. (2013). Access to finance in sub-Saharan Africa: Is there a gender gap? *World Development*, 47, 102–120. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.02.013> (doi.org in Bing)

Aterido, R., Hallward-Driemeier, M., & Pagés, C. (2007). *Investment climate and employment growth: The impact of access to finance, corruption and regulations across firms* (IZA Discussion Paper No. 3138).

Ayyagari, M., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2008). How important are financing constraints? *The World Bank Economic Review*, 22(3), 483–516. <https://doi.org/10.1093/wber/lhn018> (doi.org in Bing)

Ayyagari, M., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2011). Small vs. young firms across the world: Contribution to employment, job creation, and growth (World Bank Policy Research Working Paper No. 5631). <https://doi.org/10.1596/1813-9450-5631> (doi.org in Bing)

Banque de la République du Burundi (BRB). (2023). *Rapport annuel 2023*.

Banque de la République du Burundi (BRB), & Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU). (2025). *Enquête nationale sur l'inclusion financière (ENIF) – Rapport final 2025*.

Banque mondiale. (2022a). *Diagnostic du secteur privé du Burundi*.

Banque mondiale. (2022b). *Mémorandum économique de la République du Burundi*.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099052323123542936/pdf/P171839-be4b3ec9-de7c-4a7c-adb1-a23f68aaa742.pdf> (documents1.worldbank.org in Bing)

Barney, J. B. (1991). Firm resources and sustained competitive advantage. *Journal of Management*, 17(1), 99–120. <https://doi.org/10.1177/014920639101700108> (doi.org in Bing)

Bariko, D., & Awolusi, D. E. (2023). Credit accessibility and growth of SMEs in Bujumbura. *Journal of Economics and Behavioral Studies*, 15(7), 1–15. <https://doi.org/10.47191/jefms/v7-i7-11> (doi.org in Bing)

Bariko, D., & Awolusi, O. D. (2025). Credit accessibility and growth of small and medium enterprises in Bujumbura, Burundi. *Journal of Economics and Behavioral Studies*. [https://doi.org/10.22610/jebs.v15i4\(J\).3656](https://doi.org/10.22610/jebs.v15i4(J).3656) (doi.org in Bing)

Barth, J. R., Caprio, G., & Levine, R. (2004). Bank regulation and supervision: What works best? *Journal of Financial Intermediation*, 13(2), 205–248. <https://doi.org/10.1016/j.jfi.2003.06.002> (doi.org in Bing)

Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A. (2006). SMEs: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931–2943. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2006.05.009> (doi.org in Bing)

Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2004). Bank competition and access to finance: International evidence. *Journal of Money, Credit and Banking*, 36(3), 627–648. <https://doi.org/10.1353/mcb.2004.0039> (doi.org in Bing)

Calice, P., Chando, V. M., & Sekioua, S. (2012). *Banking sector competition in Sub-Saharan Africa: Implications for financial stability and inclusion*. World Bank Working Paper.

Canton, E., Lee, M., & Wang, Y. (2013). SME access to finance: Evidence from a global survey. *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 20(4), 765–785. <https://doi.org/10.1108/JSBED-03-2013-0031> (doi.org in Bing)

Cassar, G., Ittner, A., & Cavicchi, E. (2017). Credit rationing and firm growth: Evidence from European small firms. *Small Business Economics*.

Chong, T. T. L., Choi, J. J., & Liu, M. H. (2013). Banking competition and economic growth: Evidence from OECD countries. *Journal of Banking & Finance*, 37(9), 3605–3622. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2013.05.006> (doi.org in Bing)

- Civelek, M. (2024). How does the impact of financial performance on bank credit access of SMEs differ depending on executive-level characteristics? *International Journal of Management Economics and Business*, 20(2), 237–249. <https://dergipark.org.tr/tr/download/article-file/3703857> (dergipark.org.tr in Bing)
- Damane, M., & Ho, S. Y. (2025). Financial inclusion and SME stability. *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, 14, 81. <https://doi.org/10.1186/s13731-025-00526-4>
- de Blasio, G., De Mitri, S., D'Ignazio, A., Finaldi Russo, P., & Stoppani, L. (2018). Public guarantees to SME borrowing: A RDD evaluation. *Journal of Banking & Finance*, 96, 73–86. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2018.08.003>
- Degryse, H., Huylebroek, C., & Van Doornik, B. F. N. (2025, April). The disciplining effect of bank supervision: Evidence from SupTech (BIS Working Papers No. 1256). Bank for International Settlements. <https://ideas.repec.org/p/bis/biswps/1256.html>
- Demirgüç-Kunt, A., & Detragiache, E. (1998). The determinants of banking crises in developing and developed countries. *IMF Staff Papers*, 45(1), 81–109. <https://doi.org/10.2307/3867335>
- Demirgüç-Kunt, A., & Klapper, L. (2013). Measuring financial inclusion: Explaining variation in use of financial services across and within countries. *Brookings Papers on Economic Activity*, 44(1), 279–340.
- Dewatripont, M. (2014). *The economics of banking and financial intermediation*. Cambridge University Press.
- Etogo Nyaga, S. (2020). Accès au financement et performance des PME au Cameroun. *Revue Africaine de Gestion*, 8(2), 45–62.
- Fatoki, O., & Smit, A. (2011). Constraints to credit access by SMEs in South Africa: A supply-side analysis. *African Journal of Business Management*, 5(4), 1413–1425. <https://doi.org/10.5897/AJBM10.1101>
- Field, A. (2018). *Discovering statistics using IBM SPSS statistics* (5th ed.). Sage Publications.
- Fouejieu, A. P., Ndoye, A., & Sydorenko, T. (2020). Unlocking access to finance for SMEs. *Research in Economics and Business Studies*. <https://doi.org/10.5089/9781513536156.001>
- Giang, H. T., Sawada, Y., & Otsuka, K. (2019). Credit access and firm growth in Vietnam. *Journal of Asian Economics*, 63, 101134. <https://doi.org/10.1016/j.asieco.2019.101134>
- Gurley, J. G., & Shaw, E. S. (1960). *Money in a theory of finance*. Brookings Institution.
- Hui, P., Zhao, H., Liu, D., & Li, Y. (2023). How does digital finance affect regional innovation capacity? A spatial econometric analysis. *Economic Modelling*, 122, 105118. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2023.105118>

- International Monetary Fund. (2023). *Guinea: 2022 Article IV consultation and request for disbursement under the Rapid Credit Facility—Press release; staff report; and statement by the Executive Director for Guinea* (IMF Country Report No. 23/43). International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/01/23/Guinea-2022-Article-IV-Consultation-and-Request-for-Disbursement-Under-the-Rapid-Credit-528325>
- Ismanto, B., Suhari, S., & Rahman, A. (2023). Bank stability and MSMEs' credit accessibility: Evidence from Indonesia. *Banks and Bank Systems*, 18(4), 1–12. [https://doi.org/10.21511/bbs.18\(4\).2023.04](https://doi.org/10.21511/bbs.18(4).2023.04)
- Ismanto, H., Atmaji, & Suhari, E. (2024). Determinants of MSMEs' credit access: Evidence from Indonesian banks. *Banks and Bank Systems*, 19(3), 230–241.* <https://www.businessperspectives.org/index.php/journals/banks-and-bank-systems/issue-464/determinants-of-msmes-credit-access-evidence-from-indonesian-banks>
- Jensen, M., & Meckling, W. (1979). Theory of the firm. *Economics Social Institutions*, 163–231.
- Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305–360.
- Jiménez, G., Ongena, S., Peydró, J.-L., & Saurina, J. (2022). Bank lending and SMEs' access to finance: The role of macroprudential policies. *Journal of International Money and Finance*, 124, 102612. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2022.102612>
- Jiménez-Rico, A., Gómez-López, C. S., & Zamilpa, J. (2023). Determinants of access to bank financing in SMEs in Mexico. *Journal of Risk and Financial Management*, 16(11), 477. <https://www.mdpi.com/1911-8074/16/11/477>
- Kaba, A. G. (2023). Bank stability and fintech impact on MSMEs' credit performance and credit accessibility. *Banks and Bank Systems*, 18(2), 1–13. [https://doi.org/10.21511/bbs.18\(2\).2023.01](https://doi.org/10.21511/bbs.18(2).2023.01)
- Kaba, A. G. (2025). Effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée: Une étude empirique. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 6(12).
- Kenmegni Noumigue, J., et al. (2021). Modes de financement et performance des PME au Cameroun. *Journal of Management and Business Studies*, 7(3), 112–129.
- Kotoklo, E., & Togbenu, F. E. (2023). Formalisation et accès au crédit des petites et moyennes entreprises: cas du Togo. *Munich Personal RePEc Archive*.
- La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., & Vishny, R. W. (1998). Law and finance. *Journal of Political Economy*, 106(6), 1113–1155. <https://doi.org/10.1086/250042>

- La Rocca, M., Sánchez-Vidal, F. J., Lio, M. J., & Cariola, A. (2024). How local finance and enforcement shaped SME credit choices before and during the COVID crisis. *International Journal of Financial Studies*, 12(1), 10. <https://www.mdpi.com/2227-7072/12/1/10>
- Levine, R. (1997). Financial development and economic growth: Views and agenda. *Journal of Economic Literature*, 35(2), 688–726.
- Levratto, N. (1990). Le financement des PME par les banques. *Revue Internationale P.M.E.*, 3(2), 193–213.
- Molou, L. N., Ndjambou, R., & Sangué-Fotso, R. (2018). Accès au crédit bancaire par le financement de proximité : Cas des PME Camerounaises. *Management & Sciences Sociales*, 25, 130–145.
- Msomi, T. S. (2023). The effect of interest rates on credit access for small and medium-sized enterprises: A South African perspective. *Banks and Bank Systems*, 18(4), 140–148. [https://doi.org/10.21511/bbs.18\(4\).2023.13](https://doi.org/10.21511/bbs.18(4).2023.13)
- Ndikumana, L. (2005). Financial development, financial structure, and domestic investment: International evidence. *Journal of Development Economics*, 77(2), 309–339. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2004.05.005>
- Ndikumana, L. (2016). Financing domestic investment in African countries: Does the banking system matter? *Journal of African Development*, 18(2), 1–18.
- Ngaruko, F. (2008). Le financement des petites et moyennes entreprises au Burundi: Contraintes et perspectives. *Revue Burundaise de Développement*, 15(1), 45–62.
- Niyonkuru, F. (2014). Access to finance and growth of SMEs in Burundi. *African Journal of Economic Policy*, 21(2), 87–104.
- Nkurunziza, J. D. (2015). Informal finance and firm performance in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 24(3), 423–451.
- OECD. (2019). *Financing SMEs and Entrepreneurs 2019: An OECD Scoreboard*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2019-en
- OECD. (2022). *Financing SMEs and Entrepreneurs 2022: An OECD Scoreboard*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2022-en
- Okello, A., & Munyegera, G. (2020). Mobile money and SMEs' access to finance in Uganda. *Journal of African Business*, 21(3), 305–324. <https://doi.org/10.1080/15228916.2020.1718742>
- Olomi, D. R., & Nilsson, P. (1999). Constraints to growth of micro and small enterprises in Tanzania: An empirical analysis. *African Development Review*, 11(1), 81–87.
- Pagano, M., & Volpin, P. (2001). The political economy of finance. *Oxford Review of Economic Policy*, 17(4), 502–519. <https://doi.org/10.1093/oxrep/17.4.502>

- Petersen, M. A., & Rajan, R. G. (1994). The benefits of lending relationships: Evidence from small business data. *Journal of Finance*, 49(1), 3–37. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.1994.tb04418.x>
- Petersen, M. A., & Rajan, R. G. (1995). The effect of credit market competition on lending relationships. *Quarterly Journal of Economics*, 110(2), 407–443. <https://doi.org/10.2307/2118445>
- Popov, A., & Udell, G. F. (2012). Cross-border banking, credit access, and the financial crisis. *Journal of International Economics*, 87(1), 147–161. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2011.12.002>
- Quartey, P., Turkson, E., Abor, J. Y., & Iddrisu, A. M. (2017). Financing the growth of SMEs in Africa: What are the constraints to SME financing within ECOWAS? *Review of Development Finance*, 7(1), 18–28. <https://doi.org/10.1016/j.rdf.2017.03.001>
- Rajan, R. G., & Zingales, L. (1998). Financial dependence and growth. *American Economic Review*, 88(3), 559–586.
- Roodman, D. (2012). *Due diligence: An impertinent inquiry into microfinance*. Center for Global Development.
- Rousseau, P. L., & Wachtel, P. (2000). Equity markets and growth: Cross-country evidence on timing and outcomes, 1980–1995. *Journal of Banking & Finance*, 24(12), 1933–1957.
- Schumpeter, J. A. (1934). *The theory of economic development*. Harvard University Press.
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393–410.
- Sy, A. N. R., & Tadesse, S. (2010). Financial inclusion and stability: The role of financial infrastructure. *IMF Working Paper No. 10/132*. International Monetary Fund.
- Tchamyou, V. S. (2020). Education, lifelong learning, inequality and financial access: Evidence from African countries. *Contemporary Social Science*, 15(1), 7–25. <https://doi.org/10.1080/21582041.2018.1433314>
- Tchamyou, V. S., Asongu, S. A., & Nwachukwu, T. (2018). Effects of asymmetric information on access to finance in Africa. *Journal of African Business*, 19(2), 147–169. <https://doi.org/10.1080/15228916.2017.1396821>
- Tchamyou, V. S., Erreygers, G., & Cassimon, D. (2019). Inequality, ICT and financial access in Africa. *Technological Forecasting and Social Change*, 139, 169–184. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2018.11.004>
- Udell, G. F. (2015). SME access to finance: What we know and what we don't know. *Journal of Financial Economic Policy*, 7(4), 382–403. <https://doi.org/10.1108/JFEP-07-2015-0033>

- United Nations Economic Commission for Africa. (2020). *Economic report on Africa 2020: Innovative finance for private sector development in Africa*. United Nations Publications.
- Valverde, S. C., Rodríguez-Fernández, F., & Fernández, F. R. (2005). Credit risk and the changing financial system of small firms. *Small Business Economics*, 24(4), 365–376. <https://doi.org/10.1007/s11187-005-6450-z>
- Vătavu, S. (2015). The determinants of SMEs' capital structure: Evidence from Romania. *Procedia Economics and Finance*, 20, 371–379. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00091-7](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00091-7)
- Wachtel, P. (2001). Growth and finance: What do we know and how do we know it? *International Finance*, 4(3), 335–362.
- World Bank. (2019). *World development report 2019: The changing nature of work*. World Bank Publications.
- World Bank. (2022). *World development report 2022: Finance for an equitable recovery*. World Bank Publications.
- Xu, H., & Xu, L. C. (2022). Financial development and SME financing constraints: Evidence from China. *Journal of Asian Economics*, 80, 101456. <https://doi.org/10.1016/j.asieco.2022.101456>
- Yartey, C. A. (2008). The determinants of stock market development in emerging economies: Is South Africa different? *IMF Working Paper No. 08/32*. International Monetary Fund.
- Yeboah, O., & Asiedu, M. (2021). Access to credit and growth of SMEs in Ghana: Evidence from micro-level data. *Journal of African Business*, 22(3), 361–379. <https://doi.org/10.1080/15228916.2021.1874789>
- Zeller, M., & Sharma, M. (2000). *Many borrow, more save, and all insure: Implications for microfinance policy*. International Food Policy Research Institute.
- Zingales, L. (2000). In search of new foundations. *Journal of Finance*, 55(4), 1623–1653. <https://doi.org/10.1111/0022-1082.00262>